

INTRODUCTION. DE QUOI LE POPULISME EST-IL LE NOM ?

[Federico Tarragoni](#)

La Découverte | « L'horizon des possibles »

2019 | pages 9 à 30

ISBN 9782707197306

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/l-esprit-democratique-du-populisme---page-9.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

INTRODUCTION. DE QUOI LE POPULISME
EST-IL LE NOM ?

« Celui qui ne cède rien sur les mots ne cède
rien sur les choses. »

Karl KRAUS, *Aphorismes*,
Paris, Éditions Sillage, p. 6.

Le fondement de toute interaction humaine est le langage. Nous ne pouvons pas vivre ensemble sans nous comprendre. Aussi la plupart des mots que nous utilisons dans notre vie quotidienne renvoient à des réalités partagées : lorsque nous disons « chat », « égalité » ou « travail », nous faisons appel, hormis jeux de mots, à des choses sur lesquelles un accord fondamental existe. Pour les mots de la philosophie et des sciences sociales, c'est assurément plus compliqué. Car une partie importante du travail des chercheurs consiste, justement, à perfectionner ces « mots spécialisés » – les concepts – à l'aide desquels ils analysent le réel. Ces concepts sont, fort heureusement, à la disposition de tous. Le débat public s'en empare régulièrement pour poser des questions de société. Prenons un exemple : le concept de « justice sociale ». Chaque individu a sa propre définition de ce

qu'elle recouvre ; aussi, lorsqu'il en parle, il convoque sa propre image du type d'actions qui en relèvent selon lui. Le débat public est-il pour autant impossible ? Non, bien au contraire. Grâce au travail pluriséculaire de la philosophie et des sciences humaines, son interlocuteur, quoiqu'en désaccord avec lui, pourra toujours partager une même représentation fondamentale de ce qu'est la « justice sociale », qui l'oppose à l'« injustice sociale ». L'accord sémantique *rend possible* le débat contradictoire.

Il est des mots qui font exception à cette règle générale. On les utilise couramment sans connaître la « chose » derrière eux, c'est-à-dire sans pouvoir décrire clairement le fond de représentations partagées qui rendent possible la communication et le débat. C'est le cas, aujourd'hui, du populisme. Apparue dans la langue française il y a un siècle¹, cette notion fait désormais partie du langage ordinaire et surgit quotidiennement dans le débat public. Elle y est utilisée surtout comme une insulte, afin de discréditer l'adversaire politique. Mais elle désigne bien quelque chose au-delà de l'insulte : autrement on ne pourrait pas l'appliquer à *certaines* prises de position politiques, et pas à d'autres. C'est ce « quelque chose » qui permet aux interlocuteurs de se comprendre, et de donner à ce mot un *sens* au-delà de sa fonction purement polémique. Reste qu'on est frappé par un paradoxe : alors que tout le monde semble savoir ce que recouvre ce *sens* du populisme, chacun est conscient que sa définition ne fait pas consensus. Tout le monde semble savoir ce que signifie le populisme, mais personne ne peut se référer à une définition communément admise. Cela produit une situa-

1 Le terme entre dans la langue française au début du ^{xx}e siècle pour désigner les socialistes russes du ^{xix}e. Il est repris ensuite, dans les années 1920, pour définir une nouvelle avant-garde littéraire, le « roman populiste », Marie-Anne PAVEAU, « Populisme : itinéraires discursifs d'un mot voyageur », *Critique*, n° 776-77, 2012, p. 75-84.

tion tout à fait exceptionnelle : un terme d'usage quotidien, mais sur lequel l'échange langagier ne parvient pas à dégager un socle de significations partagées.

Une telle situation ne peut que faire rêver le sociologue. Sa méthode consiste, en effet, à s'attaquer à toutes ces prénotions de sens commun qui, ancrées dans le langage, se parent des oripeaux de la transparence ; mais qui, passées au crible de l'analyse critique, perdent leur caractère d'évidence. « L'étude de l'emploi logique d'un mot, écrivait le philosophe Ludwig Wittgenstein, nous permet d'échapper à l'influence de certaines expressions types [...]. [Il s'agit de] nous détourner de ces partis pris qui nous poussent à croire que les faits doivent être conformes à certaines images qui fleurissent notre langage¹. » La sociologie peut être décrite comme une gigantesque entreprise de « nosographie du langage ordinaire », c'est-à-dire de critique des fausses représentations véhiculées par les mésusages du langage². Le populisme est, de ce point de vue, un objet tout à fait extraordinaire.

La « nosographie » du populisme

Au moment d'entamer l'écriture de cet essai, j'ai confronté la définition du populisme à laquelle j'étais parvenu après dix ans de recherches historiques et sociologiques, à celle de mes amis, collègues et voisins. En raison de la confusion qui entoure le terme, je m'attendais à ce que chacun donne sa propre définition. Mes attentes ont été grandement déçues. Face à la question cruciale : « Qu'est-ce que le populisme, selon

-
- 1 Ludwig WITTGENSTEIN, *Le Cahier bleu et le Cahier brun*, Paris, Gallimard, 1965, p. 89.
 - 2 Pierre BOURDIEU, Jean-Claude CHAMBOREDON et Jean-Claude PASSERON, *Le Métier de sociologue. Préalables épistémologiques*, Paris/La Haye, Mouton, 1973.

toi ? », un accord semblait se dégager parmi mes interlocuteurs. Le populisme désignait, selon eux, un « truc » plutôt d'extrême droite, mais qui pouvait transiter à la gauche de la gauche : il tournait autour du mécontentement populaire, qu'il traduisait en défiance systématique envers l'*establishment*. Cette défiance, guère constructive, menacerait à terme nos démocraties. Certains de mes interlocuteurs insistaient sur la dimension séductrice du phénomène ; d'autres sur le fait qu'il est le lot de tous les extrémismes. Mais tous partageaient un même constat de fond : le populisme serait une manière de faire de la politique qui, cherchant à tout prix la proximité avec le « peuple » et s'appuyant fallacieusement sur le jugement de l'homme commun, finit par oublier ce qui fait un bon gouvernement, à savoir la rationalité, la compétence et la responsabilité. Même s'ils n'en étaient pas toujours conscients, cette définition leur venait essentiellement des médias.

À peine cette définition était-elle énoncée que tous mes interlocuteurs, sans exception, s'empressaient toutefois de souligner que c'était là ce qu'ils avaient *cru* comprendre de ce terme, de la bonne manière de l'utiliser. Et que, dans la mesure où personne ne sait vraiment ce qu'il signifie, ils attendaient impatiemment mes lumières de sociologue pour le leur expliquer. La définition des médias ne leur convenait peut-être pas complètement.

Ce constat est le point de départ de ce livre, et sa justification profonde. Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment en sommes-nous arrivés à *cette* définition consensuelle d'un terme dont chacun de nous sait toutefois pertinemment ne pas savoir ce qu'il signifie ? À quoi ce terme sert-il exactement dans notre vocabulaire politique ? Son utilisation est-elle justifiée ? Pouvons-nous en bâtir une définition rigoureuse ? Imaginons un instant que ce mot n'existe pas : avec quels autres termes désignerions-nous cette manière de faire de la politique que

décrit aujourd'hui le populisme ? Sans doute serions-nous astreints à plus de rigueur. Car les réalités politiques que le terme « populisme » permet aujourd'hui de regrouper sans distinction sont, du moins à première vue, complètement hétéroclites. En voici la liste : la majorité des partis d'extrême droite dans le monde occidental (Rassemblement national en France, FPÖ autrichien, Ligue italienne, Tea Party états-unien, Vlaams Belang flamand, Partis du progrès dans l'espace scandinave, etc.), une partie considérable de ceux d'extrême gauche (La France insoumise en France, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, la mouvance travailliste anglaise autour de Jeremy Corbyn, celle du Parti démocrate états-unien autour de Bernie Sanders), des leaders démagogues (Silvio Berlusconi, Donald Trump, Nicolas Sarkozy, Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine), et même les résultats de certaines consultations référendaires (le référendum pour la Constitution européenne de 2005, le Brexit en 2016) ou certains mouvements sociaux (les Indignés espagnols, Nuit debout et, tout dernièrement, les Gilets jaunes en France). L'extension croissante de ce terme, qui en fait une catégorie « fourre-tout », est l'une des raisons de l'impression d'incomplétude qu'il véhicule : on voudrait bien que le sociologue vienne dissiper les malentendus et fournir une « bonne » définition.

La tâche de ce livre est d'en proposer une, ciblée et maniable. Pour ce faire, il invite ses lecteurs à un scepticisme radical : si personne ne sait vraiment ce qu'est le populisme, qu'est-ce qui justifie la définition consensuelle qui en est donnée ? Si le populisme désigne une certaine manière de critiquer, au nom du peuple, l'ordre politique en place, ses partis et ses élites, peut-on mettre sur le même plan *toutes* les critiques ainsi formulées ? Est-ce la même chose de critiquer l'*establishment* au nom de l'égalité fondamentale des citoyens ou de leur

droit à participer à la décision politique, ou de le faire au nom d'une nation à protéger de la souillure des étrangers ? Sans doute l'invocation du peuple est-elle la base du populisme ; mais le nom du peuple peut être prêté à des critiques foncièrement différentes, voire contradictoires, du *statu quo*. Lorsque Podemos s'en prend au néolibéralisme et Marine Le Pen à la gestion laxiste de l'immigration, ils en appellent tous deux au peuple souverain. Mais leurs critiques sont idéologiquement aux antipodes : l'une émane d'une gauche postcommuniste, l'autre d'une droite ultranationaliste. L'une regarde vers Marx, l'autre vers Maurras. Lorsque Sanders et Trump, deux leaders jugés populistes, affirment parler pour le peuple et par le peuple, « leurs » peuples n'ont strictement rien à voir. L'un s'affirme opprimé par le capitalisme global et l'élite financière, l'autre se dit écrasé par les migrants et les impôts. L'un regarde vers l'État-providence, l'autre cherche à le détruire. Qu'est donc ce terme qui permet, non pas de comparer des idéologies différentes – l'une des tâches de la sociologie politique –, mais d'amalgamer des idéologies opposées en les faisant tomber dans l'indistinction généralisée ?

La conclusion s'impose d'elle-même. À supposer qu'il veuille dire quelque chose, le populisme ne peut pas être ce que l'on dit à son sujet aujourd'hui. Il ne peut pas être une politique de la défiance pure, fondée sur une invocation vague et indéterminée du peuple. Une telle politique, si tant est qu'elle ait jamais existé, sonne davantage comme le symptôme d'une science paresseuse et hâtive : faute de bien définir un terme, on projette sur la réalité l'indétermination qu'il véhicule dans ses usages. Les choses en vont autrement en sciences sociales. Si le populisme peut être construit comme concept, il doit désigner une tradition politique *spécifique*. La sienne, comme je tâcherai de le montrer, est radicale, contestataire et plébéienne ; elle parcourt,

à sa gauche, l'histoire de nos démocraties modernes et ressurgit régulièrement dans leurs moments de crise.

Le lecteur se dira alors : comment est-il possible que tout le débat public, censé être pluriel et éclairé, se trompe à son sujet ? Comment expliquer que les sciences sociales, pourtant astreintes à la rigueur de la démonstration et de la preuve, soient prises d'une logorrhée paranoïaque qui voit du populisme partout, tout en s'abstenant, bien souvent, d'en donner une définition précise ? Comment expliquer cette folie qui s'est emparée de la science à propos du populisme ? La réponse peut être synthétisée en une phrase : les usages contemporains de ce terme ne remplissent pas une fonction analytique, mais normative. Ils incitent à stigmatiser toute alternative au consensus politique ambiant, à la « conception figée de la "normalité" politique¹ » (ce qui est jugé dicible, souhaitable et faisable en politique à un moment donné), plutôt qu'à développer un usage rationnel, libre et critique de la raison. Lorsqu'on entend que « les extrêmes sont toujours populistes » ou que « nos démocraties sont menacées par les populismes », le propos n'est pas d'analyser quoi que ce soit, mais de désigner en discréditant. On pointe du doigt un ensemble de propositions et d'aspirations politiques, dont certaines sont parfaitement compatibles avec la démocratie, en les excluant du même geste du champ du dicible, du pensable, du faisable. La méthode est bien connue : on décrédibilise celles compatibles avec la démocratie en les identifiant avec celles qui ne le sont pas du tout.

Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'Europe néolibérale : on y voit la preuve qu'il est populiste, c'est-à-dire violent, xénophobe et antisémite comme

1 Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, « Le populisme n'est pas un concept », *Les Cahiers de l'éducation permanente*, n° 49, 2016, p. 113.

son acolyte à l'extrême droite Marine Le Pen, qui critique aussi l'Union européenne. On insinue alors que le populisme de La France insoumise « fait le jeu » de celui du Rassemblement national, car il en reprend la rhétorique mobilisatrice « Tous pourris ». En procédant de cette hypothèse, les chercheurs en sociologie électorale Gilles Ivaldi, Agnes Akkerman et Andrej Zaslove ont construit un indicateur synthétique du populisme en France. Il est élaboré statistiquement à partir de six items sur lesquels les électeurs sondés doivent exprimer leur degré d'accord : « 1. Les hommes politiques à l'Assemblée nationale doivent suivre la volonté du peuple ; 2. Les décisions politiques les plus importantes devraient être prises par le peuple et non par les hommes politiques ; 3. Les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens ; 4. Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel ; 5. Les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez ; 6. En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes¹. » Ces items semblent expressément formulés pour minimiser les (nombreuses) divergences idéologiques entre l'extrême droite et la gauche radicale, sur la gestion de l'immigration, la tolérance multiculturelle et religieuse, l'attitude vis-à-vis des minorités sexuelles, l'égalité des sexes, la vision politique de l'Europe ou encore la manière de concevoir les relations avec les pays du Sud. Ces écarts seraient-ils statistiquement négligeables ? En se penchant sur la rhétorique de Mélenchon, le sociologue Pierre Birnbaum répond par la négative : l'amalgame entre les « extrêmes » que rend possible

1 Gilles IVALDI, Agnes AKKERMAN et Andrej ZASLOVE, « La France populiste ? », Note du CEVIPOF, n° 30, février 2017, p. 4. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01491961>.

aujourd'hui le terme populisme serait « injuste » car, à la différence de Marine Le Pen, « [Mélenchon] se réclame des Lumières et se montre hostile à tout ostracisme social, à toute xénophobie, à tout racisme¹ ».

En Grèce, ce même raisonnement simplificateur est devenu assez courant. Le leader de la gauche radicale Aléxis Tsípras condamne la « Troïka » (Commission européenne, BCE, FMI) qui a mis son pays sous tutelle : on y voit aussitôt la preuve qu'il ressemble à son ennemi juré, le mouvement néonazi Aube dorée, animé par la même quête populiste de l'« ennemi du peuple ». La preuve : Tsípras, argue le politiste Andreas Pantazopoulos, « est le leader le plus "populaire" au sein de l'électorat pronazi² ». L'affirmation paraît pour le moins douteuse lorsqu'on sait qu'en 2014 neuf membres d'Aube dorée ont été mis en accusation pour avoir tué... des militants de la gauche radicale !

L'argument est extensible aux mouvements sociaux. Entre 2011 et 2016, les nouveaux « mouvements des places » (Indignés, Occupy Wall Street, Nuit debout) s'en prennent aux inégalités et aux injustices sociales ; leur défiance envers la classe dirigeante et leur prétention à représenter le peuple sont dès lors assimilées à l'extrême droite nationaliste, ou encore à ces référendums, comme le Brexit, où une partie du peuple, animée par le ressentiment et la haine, décide (mal) pour tous. Le fin mot de l'histoire revient au politiste Guy Sorman : « Le mouvement Occupy Wall Street se situe hors système, contre le système, et doute que les institutions démocratiques, telles qu'elles existent, répondent véritablement aux attentes populaires. Occupy Wall Street, en

1 Pierre BIRNBAUM, « La parabole de M. Mélenchon », *Critique*, n° 776-777, 2012, p. 118.

2 Andreas PANTAZOPOULOS, « Grèce : la convergence des populismes », *Huffington Post*, 13 septembre 2012.

prétendant représenter 99 % des Américains, n'est-il pas plus populiste que le Tea Party qui souhaiterait ne représenter que 50 %, soit la majorité républicaine¹ ? » Un syllogisme pour le moins étrange, quand on connaît l'écart idéologique qui sépare les deux mouvements !

L'Italie contemporaine constitue un cas d'école de ce raisonnement qui consiste, par le biais du « populisme », à discréditer les propositions démocratiques des uns, visant à approfondir l'égalité et les droits, en les identifiant à celles antidémocratiques des autres, visant au contraire à les réduire. Élu en mars 2018 sur un programme de lutte contre la corruption, de renforcement de la démocratie directe et participative, et de politique sociale antinéolibérale, le Mouvement cinq Étoiles (M5S) décide, suite au veto du parti social-démocrate (le Parti démocrate, PD), de former un gouvernement de coalition avec l'extrême droite xénophobe (la Ligue). Quoi qu'on pense de cet accord, infâme pour les uns, pragmatique pour les autres, il n'efface pas d'un coup d'éponge les divergences idéologiques entre les deux électors, celui du M5S et celui de la Ligue. Eh bien, la qualification de « populisme » permet d'affirmer, sans nul besoin de preuves, exactement le contraire. Du jour au lendemain, le M5S serait devenu « farouchement anti-immigration² » ; pire encore, en étant populiste comme la ligue, il l'aurait *toujours* été. Cette thèse semble difficile à démontrer pour l'électorat du M5S, issu pour sa majorité du PD et du syndicat CGIL (équivalent italien

-
- 1 Guy SORMAN, « 2012, une année populiste », *Contrepoints*, 2 décembre 2011. Voir également les dossiers « L'arrivée au pouvoir des populistes peut faire s'effondrer l'Europe », *Le Parisien*, 10 mars 2018 ; « Populisme en Europe : la vague qui peut tout emporter », *Le Parisien*, 11 mars 2018 ; « Populisme en Europe : la France n'y échappe pas », *Le Parisien*, 11 mars 2018.
 - 2 Bertrand BADIE et Dominique VIDAL (dir.), *Le Retour des populismes. L'état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018, p. 40.

de la CGT)¹. Depuis les années 1990, ces deux organisations de gauche n'ont eu de cesse de lutter contre le racisme de la Ligue : elles en ont même fait l'une de leurs principales batailles politiques². Leurs électeurs seraient-ils devenus tout d'un coup amnésiques ?

Non étayée empiriquement, une telle assertion oublie un autre point important. Depuis 1948, l'Italie est une république parlementaire avec un système électoral proportionnel et elle a été *systématiquement* gouvernée par des coalitions plus ou moins hétéroclites. Tous les gouvernements postberlusconiens, entre 2011 et 2018, ont été basés sur des alliances parlementaires entre le centre-gauche et le centre-droit. Cela explique, soit dit en passant, la chute vertigineuse de ces partis, les électeurs s'étant habitués à y voir plus de points d'accord que de divergences idéologiques. Plus loin dans le passé, le fameux « compromis historique » des années 1970 fut peut-être le cas le plus emblématique de coalition « farfelue » : l'accord de gouvernement entre le Parti communiste italien (PCI) et son plus grand ennemi, le parti de centre-droit Démocratie chrétienne (DC). Imaginons qu'on ait dit, à cette époque : « S'ils forment un gouverne-

-
- 1 Selon les calculs de l'Institut Cattaneo de Bologne, un tiers de l'électorat du PD dans son moment de gloire, au début du mandat de Matteo Renzi, est passé au M5S en 2018, pour un total de près de 2 millions d'électeurs, Cecilia BIANCALANA et Pasquale COLLOCA, « Elezioni politiche 2018. Il voto per il Movimento 5 stelle : caratteristiche e ragioni di un successo », Istituto Carlo Cattaneo, mars 2018. URL : <https://www.cattaneo.org/wp-content/uploads/2018/03/Analisi-Istituto-Cattaneo-Elezioni-Politiche-2018-Movimento-5-stelle-8-marzo-2018-1.pdf>. Un sondage de l'Institut Tecnè Italia montre que, sur le total des inscrits à la CGIL, un tiers a voté pour le M5S, Enrico MARRO, « La fuga da sinistra degli iscritti CGIL : uno su tre adesso vota 5 stelle », *Corriere della sera*, 21 avril 2018.
 - 2 Roberto BIORCIO, *La rivincita del Nord. La Lega dalla contestazione al governo*, Roma/Bari, Laterza, 2010.

ment ensemble, c'est qu'ils se ressemblent ! » Les électeurs du PCI seraient-ils devenus tout d'un coup, à l'instar de ceux de la DC, pro-atlantiques, procapitalistes et ultra-catholiques ? Certainement pas !

La réalité est tout autre. Dans des républiques parlementaires avec des systèmes électoraux proportionnels (comme en France sous la IV^e République), les partis majoritaires sont astreints à des concessions, voire parfois à de véritables acrobaties, pour former des gouvernements, sans que les divergences idéologiques ne disparaissent pour autant. L'usage sauvage du mot populisme supprime le recul analytique pour le remplacer par le jugement à l'emporte-pièce : si le M5S et la Ligue forment une coalition gouvernementale, c'est que leurs électeurs « populistes » avaient plus de points en commun que de désaccords fondamentaux, et ce depuis le début : ils partageaient la même haine envers les migrants !

Un concept piégé : que faire ?

Dans tous ces cas de figure, et bien d'autres, le populisme sert donc à exprimer un jugement de valeur. Il le fait au mépris de toute argumentation rationnelle, en évoquant, tout simplement, un danger à venir. Si la puissance de stigmatisation est très efficace, la clarté du concept en souffre par contre terriblement. Que faire face à un concept si dévoyé ? Deux options semblent se dessiner.

La première est celle qu'on pourrait appeler l'« option d'Occam ». Face à un concept fourre-tout, semblable à une pantoufle de vair pour laquelle il n'existe pas de pied¹, on applique une solution

1 Cette expression, qui évoque la fable de Cendrillon, a été employée pour la première fois par le philosophe Isaiah Berlin en 1967 : « Il existe

radicale. On l'élimine une fois pour toutes de notre vocabulaire, comme Occam, avec son célèbre « rasoir », le préconisait pour tous ces mots n'ayant pas de corrélat en nature. Cette option est aujourd'hui majoritaire parmi les théoriciens reconnaissant la dimension fortement normative et polémique du populisme.

La seconde option est plus pragmatique. Elle met en avant le fait que ce terme, dans ses usages stabilisés, veut bien dire quelque chose. De manière sans doute floue, fourre-tout, inflationniste. Mais il pointe des traits saillants de la politique contemporaine : la banalisation de la démagogie électorale, la normalisation de la xénophobie, le retour d'une conception souverainiste de la politique (tant à droite qu'à gauche), l'irritation croissante de l'électorat face aux recettes, usées et présentées toutefois comme novatrices, des partis au pouvoir. Ces dynamiques ne sont pas nécessairement toutes liées, mais font sens ensemble ; ce qui explique la fortune du terme et le fait, incontestable, qu'il fasse désormais partie de notre patrimoine linguistique et conceptuel. De quelle autorité se prévaudrait-on pour l'éliminer du champ du dicible ?

Ces deux options ratent toutes deux un élément essentiel du débat contemporain : à savoir que le populisme est en train de changer de signification sous nos yeux, et qu'une querelle à son sujet voit le jour en Europe aujourd'hui.

De nouveaux mouvements sociaux appartenant à la galaxie de la gauche radicale ont repris à leur compte, en effet, le

une chaussure – le mot populisme – pour laquelle quelque part il existe un pied. Il y a toutes sortes de pieds auxquels elle convient, mais il ne faut pas être pris au piège par ces pieds qui s'adaptent plus ou moins bien. Le prince erre toujours à la recherche de la chaussure et, quelque part, on peut en être sûr, il y a un pied qui attend, qui se nomme le pur populisme », Isaiah BERLIN *et al.*, « To define populism », *Government and Opposition*, n° 3, 1968, p. 137-179.

mot « peuple » pour définir leurs revendications. Des Indignés espagnols au Mouvement des référendums italien, du Mouvement de la place Syntagma en Grèce à Nuit debout en France, tous les grands mouvements sociaux de notre présent se sont construits sur l'idée d'un peuple démocratique à réinventer. En prenant pour cible la crise des démocraties représentatives et néolibérales, ils ont réinvesti la question des rapports entre peuple et démocratie, sans se penser, à l'instar de l'ancien prolétariat révolutionnaire, comme une « classe sociale » consciente de ses intérêts économiques et de sa mission universelle. Les partis qui se sont saisis de leurs revendications et les ont portées dans l'enceinte institutionnelle, et qui ont partout dépassé leurs concurrents sociaux-démocrates, ont repris cette centralité du peuple démocratique dans leurs programmes. Ce que les théoriciens du populisme n'ont pas manqué de remarquer, en leur collant aussitôt, de Podemos à Syriza, du M5S à La France insoumise, leur étiquette infâmante. Ce qu'ils n'auraient jamais pu prévoir est que l'infamie changeât de sens. Certains de ces partis, comme Podemos et le M5S, ont en effet repris à leur compte l'épithète de « populisme » en inversant le stigmate : si le populisme suppose de défendre le peuple et de lutter contre l'injustice sociale, ont-ils rétorqué à leurs détracteurs, nous sommes populistes et fiers de l'être¹ ! D'autres, comme La France insoumise, ont vu derrière l'acharnement contre le populisme une véritable « peur du peuple » de la part des élites². Un nouveau débat émergeait enfin sur la place publique.

- 1 « El populismo, según Pablo Iglesias, Alberto Garzón e Íñigo Errejón », *eldiario.es*, 21 novembre 2016 ; « Conte : “Io sono populista, dobbiamo risanare frattura tra elite politica e popolo » », *Il Fatto quotidiano*, 14 octobre 2018.
- 2 Jean-Luc MÉLENCHON, *L'Ère du peuple*, Paris, Fayard, 2014. Le cas du parti « Debout » (*Aufstehen*) en Allemagne, qui fait partie de cette

Cette inversion du stigmatisme populiste dans la gauche radicale a fait pendant à une opération tout à fait analogue à l'extrême droite. Depuis une décennie environ, le Rassemblement national, pour ne prendre que cet exemple, se déclare « populiste et fier de l'être ». Aussi l'inversion du stigmatisme reproduit-elle, pour des raisons idéologiquement différentes à gauche et à droite, la même confusion de départ que nourrit le concept de populisme. Nous verrons toutefois que le sens politique donné à cette inversion, strictement identique sur le plan discursif, est différent pour la gauche radicale et l'extrême droite : pour la première, elle suppose surtout la réappropriation de la représentation sociale des classes populaires, de leurs intérêts et de leurs droits bafoués par la classe dirigeante ; pour la seconde, elle implique plutôt la réappropriation de la représentation nationale *à partir* des classes populaires, considérées comme la base profonde d'une nation à protéger des étrangers.

Dans le débat produit par l'inversion du stigmatisme populiste, les essais d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe ont occupé un rôle central. Véritables best-sellers pour des ouvrages de philosophie politique, leurs livres ont profondément questionné nos certitudes sur le populisme. Au plus loin d'une pathologie, celui-ci, disent-ils, est plutôt une manière de transformer la démocratie par le conflit, en faisant apparaître en son sein un peuple, c'est-à-dire un ensemble de demandes démocratiques inassouvies. C'est l'opération de « construire un peuple », quintessence même de la

constellation, est trop récent pour être comparé rigoureusement aux autres. Il est à signaler toutefois que, comme les autres, il a été étiqueté « populiste » en vertu de ses supposées accointances idéologiques avec la droite nationaliste xénophobe, voire néonazie, du NPD. Pour une déconstruction de cette idée totalement fautive, voir Pierre RIMBERT, « Gauche antimigrants, une fable médiatique », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018, p. 10.

politique, qui caractérise en propre le populisme¹. Cette nouvelle théorie familiarise, au passage, le lectorat français avec la tradition politique latino-américaine, à partir de laquelle elle a été bâtie. C'est à partir de cette même tradition qu'un parti comme Podemos a revendiqué son identité populiste. Créé par de jeunes professeurs de science politique de l'université Complutense de Madrid, son regard est tourné dès sa création vers le Venezuela d'Hugo Chávez, la Bolivie d'Evo Morales et l'Équateur de Rafael Correa². C'est Podemos qui a fait la jonction entre le populisme latino-américain, la théorie politique de Laclau et Mouffe, et les nouveaux mouvements sociaux européens, les Indignés en tête. C'est à sa suite que d'autres partis de la gauche radicale cherchant à imiter la « marque » Podemos, comme La France insoumise et Syriza, ont abordé à leur tour les débats sur le « populisme de gauche ».

À la faveur de cette évolution, le terme « populisme » est en train de changer sous nos yeux, en se chargeant de nouvelles significations, dont certaines authentiquement progressistes et émancipatrices. On peut prévoir que son sens ne sera plus exactement le même dans quelques années. Cela constitue un argument puissant contre les deux options indiquées. Car, face à l'« option d'Occam », il pointe la vacuité d'une critique du concept qui ne prendrait pas en compte ses usages politiques, en passe d'évoluer. Face à l'option « pragmatique », il souligne, par contre, la nécessité de se distancier par rapport à ces usages, qui deviennent de plus en plus idéologiques. Une solution viable, de ce point de vue, est de reconstruire le populisme comme concept

-
- 1 Ernesto LACLAU, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 ; Chantal MOUFFE et Íñigo ERREJÓN, *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, 2017.
 - 2 Héloïse NEZ, « Les influences latino-américaines », *Podemos. De l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits Matins, 2015.

sociologique, pour que les débats de notre présent soient mieux appréhendés. Je place cette entreprise sous le patronage d'un sociologue qui fit la même chose, en son temps, avec le terme « capitalisme », lui aussi ambigu et polémique : Max Weber. Le titre de ce livre évoque celui du chef-d'œuvre du sociologue allemand, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, dont il reprend le pari, la méthode et la démarche.

Comme l'esprit du capitalisme wébérien, l'esprit du populisme est un idéal-type. Qu'est-ce qu'un idéal-type ? C'est une représentation stylisée et « pure » d'un phénomène qui permet d'analyser ses manifestations empiriques, dans toute leur pluralité et diversité, par écart au modèle. Pour y parvenir, Weber recommandait de comparer et de généraliser. Suivant ses indications, nous croiserons des populismes d'hier et d'aujourd'hui, d'ici et de là-bas ; nous décèlerons en eux des traits récurrents ; nous les exagérerons ensuite pour tirer une épure du phénomène. Et voici l'idéal-type : un modèle du populisme qui nous permettra de l'analyser en faisant partiellement abstraction de ses contextes d'apparition¹. Ce n'est donc ni le « bon » ni le « mauvais » populisme que cet essai cherche à décrire : tout simplement le plus cohérent avec les normes de scientificité de la sociologie. Cette voie n'est d'ailleurs pas totalement neuve. Elle a été ouverte par un ensemble de travaux sociologiques qui restent, pour la plupart d'entre eux, mal connus en Europe. Leur lieu de genèse, et leur objet de prédilection, est l'Amérique latine. Là-bas, le populisme a été le mode historique de construction des démocraties et des États-providence modernes. Là-bas, les sciences sociales, et non pas les essayistes de tous bords, s'en sont saisies depuis un demi-siècle pour en donner une théorisation

1 Jacques COENEN-HUTHER, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, n° 44, 2003, p. 531-547.

positive. C'est donc vers l'Amérique latine que nous devons nous tourner pour comprendre enfin ce qu'est le populisme, la tradition politique qui est la sienne, ainsi que ses contradictions structurelles.

Vers une définition nouvelle du populisme

Si le pari est relevé, le lecteur sera persuadé, en refermant ce livre, que le populisme ne désigne ni un mal à proscrire ni le salut de la démocratie à venir, mais un certain type de crise de la démocratie représentative et libérale. Si le populisme est récurrent dans l'histoire de nos démocraties, c'est que, précisément, le type de crise qu'il pointe est structurel : en ce sens, l'histoire du populisme suit en parallèle celle de notre modernité démocratique, dont elle est l'une de ses faces cachées. Dans la définition générale du populisme qui se dégage de ce livre, celui-ci suppose toujours quatre éléments. Ce sont eux qui, en caractérisant le type de crise dont il est question dans le populisme, permettent de le distinguer, en bonne et due forme, de la démagogie, du nationalisme et du fascisme, avec lesquels il est souvent confondu.

Le premier élément est sa dimension radicale et révolutionnaire. La critique que le populisme adresse à la démocratie libérale et représentative se résume de la manière suivante : il faut rendre la démocratie plus démocratique, et refonder la démocratie libérale sur des bases plus égalitaires, plus justes, plus inclusives. En ce sens, comme Laclau l'a bien compris, la cible du populisme est le hiatus entre la logique démocratique, comme logique égalitaire, et le libéralisme économique qui constitue l'infrastructure de nos démocraties représentatives. Lorsque, dans sa refondation de la démocratie, le populisme affaiblit les contre-pouvoirs libéraux, il peut dériver vers une

forme d'autoritarisme. C'est aujourd'hui le cas, par exemple, du Venezuela de Nicolás Maduro.

Le deuxième critère est l'apparition de mouvements sociaux hétérogènes, composés de fractions des classes populaires et des classes moyennes précarisées par les politiques économiques (néo-) libérales. Il n'est pas de populisme sans mouvements populaires interclasses réclamant une refondation de la démocratie. Lorsque le populisme parvient au pouvoir, comme ce fut le cas en Amérique latine, ces mouvements populaires se trouvent emmêlés dans une dialectique paradoxale avec l'État. D'un côté, on a un État qui prétend agir au nom d'un peuple uni, de l'autre, des mouvements populaires qui réclament une très forte autonomie par rapport à l'État. Lorsque cette autonomie est niée, le populisme au pouvoir peut dériver vers une forme de corporatisme étatique.

Le troisième critère est le leadership charismatique, nécessaire pour fédérer des demandes démocratiques hétérogènes au sein des mouvements populaires. Lorsque ce « charisme démocratique » s'essouffle et ne parvient plus à mobiliser, et que le leader prétend incarner et totaliser le peuple, le populisme peut dériver vers une forme de fascisme.

Enfin, le quatrième critère est l'acception spécifiquement plébéienne de l'opposition peuple-élite, qui constitue le ressort mobilisateur central du populisme. La signification que le populisme donne du peuple est éminemment ouverte : plusieurs peuples, porteurs de différentes demandes démocratiques, peuvent coexister en lui. Lorsque le peuple perd sa pluralité interne, et que les élites deviennent des traîtresses à la patrie à écraser, le populisme peut dériver vers un nationalisme revancharde. Cette dérive est évidente dans le cas italien : le simple fait que le M5S ait accepté de composer avec l'extrême droite xénophobe affaiblit significativement le potentiel démocratique du populisme dont il était porteur.

Le populisme apparaît donc, à l'instar de tout phénomène de crise, comme un moment critique suspendu entre une démocratie désormais délégitimée et une démocratie nouvelle qui ne voit pas encore le jour. En son état de moment politique, dans cette contingence qui fait la crise, il est porteur d'un possible, d'une alternative à la démocratie libérale. Mais, en tant que politique du peuple, il est suspendu à l'indétermination de son sujet, le peuple lui-même. Faute de réflexivité, le populisme peut toujours se convertir en autoritarisme, en nationalisme, en fascisme. C'est pourquoi il est si important, dans le moment historique que nous vivons aujourd'hui en Europe, de savoir exactement *ce qu'est* le populisme, avant de pouvoir juger de l'alternative, heureuse ou néfaste, dont il est porteur.

Ce livre se veut un éclairage pour la stratégie politique des mouvements qui, comme Podemos, Syriza, le M5S et La France insoumise, cristallisent aujourd'hui le moment populiste. S'ils peuvent arrêter la montée inexorable des néonationalismes autoritaires, c'est à la condition de prendre en compte les contraintes et les contradictions de tout moment populiste. Premièrement, pour qu'une politique populiste puisse réussir aujourd'hui en Europe, il faut un bloc qui puisse changer les règles du jeu de l'Union économique et monétaire : l'échec de Syriza est là pour en témoigner. Si le populisme peut radicaliser la démocratie en Europe, c'est uniquement à la condition de faire émerger plusieurs Fronts populaires dans les États membres, composés de la gauche populiste et de la gauche social-démocrate. Sans cela, le populisme est voué à ne pas pouvoir réaliser ses promesses, et son apparition à rester éphémère. Deuxièmement, le populisme est toujours guetté par l'instrumentalisation des mouvements populaires au nom desquels il parle : le cas de Podemos, désormais cible des Indignés, est assez significatif. Troisièmement, le populisme dépend structu-

rellement d'un leader charismatique qui, hors de contrôle, peut invalider tout le potentiel démocratique du mouvement : le délire de toute-puissance de Jean-Luc Mélenchon, déclarant « Je suis le peuple souverain », est déjà un symptôme de la transformation du populisme en autre chose. Enfin, le populisme est toujours guetté par l'ambivalence du peuple que l'on oppose aux élites : lorsque ce peuple fluctue dangereusement entre la plèbe et l'*ethnos*, comme c'est le cas de la coalition gouvernementale M5S-Ligue, le potentiel de radicalisation démocratique s'en voit, *de facto*, compromis.

Afin de bâtir cette nouvelle théorie du populisme, nous suivrons deux grandes étapes, une de déconstruction et une de reconstruction. Dans la première, je commence par baliser l'espace sémantique contemporain du populisme, à savoir l'ensemble de ses acceptions quotidiennes et médiatiques (chapitre 1 : « L'anathème populiste »). Puis je démonte, pièce par pièce, le paradigme dominant en science politique, que j'appelle la « populologie », avec ses idées tenaces : l'essence démagogique du populisme, son caractère trans-idéologique (le fait qu'il peut être tant de droite que de gauche), sa dimension essentiellement autoritaire et sa nature de pathologie démocratique (chapitre 2 : « Le populisme à rebours des idées reçues »). Je m'attelle ensuite à cartographier, en Russie et aux États-Unis, les sources historiques du populisme, auxquelles ce concept confère une vraie intelligibilité ; je montre, par contraste, que le boulangisme français n'en fut pas un. Ce travail permet au lecteur de prendre conscience de l'historicité du phénomène, qui traverse de part en part notre modernité démocratique, et dont la naissance est bien antérieure aux inquiétudes de nos sociétés néolibérales et globalisées (chapitre 3 : « Les populismes à leur source »).

Dans un deuxième temps, je passe de l'histoire à la sociologie du phénomène. Je me recentre alors sur le seul contexte histo-

rique dans lequel le populisme, parvenu au pouvoir, a produit une philosophie cohérente d'action publique : l'Amérique latine (chapitre 4 : « Le populisme réalisé »). De l'examen croisé des différents populismes qui jalonnent son histoire, précurseurs, classiques et contemporains, ressort la découverte fondamentale de ce livre. Le populisme est un mode d'action politique qui destitue une démocratie en crise (la démocratie représentative libérale) et, cherchant à la radicaliser, tombe dans une série d'écueils dus à son institutionnalisation (chapitre 5 : « Vers une nouvelle théorie du populisme »). On pourra alors tester, sur un mode exploratoire, ce modèle théorique sur quatre nouveaux partis de la gauche radicale européenne : Syriza, Podemos, le M5S et, de manière plus atypique, La France insoumise. De leur action conjointe se dégage aujourd'hui une stratégie populiste européenne (chapitre 6 : « Du populisme en Europe. La latino-américanisation du vieux continent »).